



CHAPITRE 95

CHAPTER 95

Loi modifiant certaines lois concernant
La Commission des écoles catholiques
de Montréal, le Bureau métropolitain
des écoles protestantes de Montréal
et d'autres commissions scolaires de
l'île de Montréal

An Act to amend certain laws respecting
The Montreal Catholic School Commis-
sion, the Protestant School Board of
Greater Montreal and other school
boards in the Island of Montreal

[Sanctionnée le 4 avril 1968]

[Assented to 4th April 1968]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consente-
ment du Conseil législatif et de l'Assem-
blée législative de Québec, décrète ce qui
suit:

HER MAJESTY, with the advice and
consent of the Legislative Council and
of the Legislative Assembly of Québec,
enacts as follows:

1939,
c. 72,
a. 3a, aj. **1.** La loi 3 George VI, chapitre 72,
est modifiée en insérant, après l'article 3,
le suivant:

1. The act 3 George VI, chapter 72, 1939,
c. 72,
s. 3a, added.
is amended by inserting after section 3
the following:

Registre. « **3a.** La Commission des écoles ca-
tholiques de Montréal peut par résolution,
avant d'émettre des obligations pour les
fins d'un emprunt remboursable en mon-
naie étrangère, autoriser une personne
qu'elle désigne à tenir, en dehors du
Québec, aux lieu et place de la Commis-
sion, un registre devant servir à inscrire
les noms, prénoms et adresses des déten-
teurs originaires ou des cessionnaires de ces
obligations, le montant, la date d'émission
et le numéro de ces obligations ainsi que la
date à laquelle l'inscription y est faite.

Applica-
tion. Dès qu'une résolution est ainsi adoptée,
les articles 23 à 25 de la Loi des dettes et
emprunts municipaux et scolaires (Statuts
refondus, 1964, chapitre 171) cessent de
s'appliquer à l'égard des obligations dont
il s'agit. »

Register. « **3a.** The Montreal Catholic School
Commission may, by resolution, before
issuing debentures for the purposes of a
loan repayable in foreign currency, author-
ize a person whom it designates to keep,
outside the Province of Québec, in the
place and stead of the Commission, a
register to be used for recording the sur-
names, names and addresses of the original
holders or of the transferees of such deben-
tures, the amount, date of issue and serial
numbers of such debentures and the date
when the entry is made in the register.

Applica-
tion. Upon the passing of such a resolution,
sections 23 to 25 of the Municipal and
School Debt and Loan Act (Revised Stat-
utes, 1964, chapter 171) shall cease to
apply with respect to the debentures in
question. »

1950/51,
c. 45, a. 16,
mod. **2.** L'article 16 de la loi 15 George V,
chapitre 45, remplacé par l'article 1 de la

2. Section 16 of the act 15 George V, 1950/51,
c. 45, s. 16,
am.
chapter 45, replaced by section 1 of the act

loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 74, et modifié par l'article 19 de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 75, par l'article 4 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 88, par l'article 2 de la loi 15-16 Elizabeth II, chapitre 89, et par l'article 1 de la loi 15-16 Elizabeth II, chapitre 90, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 9 par le suivant:

Délai.

« 9. Le Bureau métropolitain et La Commission des écoles catholiques de Montréal d'un commun accord fixent annuellement au plus tard le 15 mars le taux de la taxe à être imposée sur les biens immobiliers inscrits ou qui doivent être inscrits sur la liste des neutres, par résolution soumise aux formalités prescrites par le paragraphe 8.

Applica-
tion
du taux.

Ce taux s'applique pour l'année scolaire suivante sur tout le territoire du Bureau métropolitain ou de La Commission des écoles catholiques de Montréal.

Limite.

Le taux ainsi fixé ne doit pas dépasser trente millièmes au dollar.

Revision
de taux
pour
1968/69.

Pour les fins de l'année scolaire 1968/69 seulement, le Bureau métropolitain et La Commission des écoles catholiques de Montréal sont autorisés à reviser le taux qu'ils ont établi avant le 16 mars 1968 pour l'année scolaire 1968/69 et à fixer un autre taux avant le 30 avril 1968, sous réserve du troisième alinéa.

Défaut
d'entente.

À défaut d'entente entre le Bureau métropolitain et La Commission des écoles catholiques de Montréal, le taux est fixé par le ministre de l'éducation.

Budgets
modifiés.

Le conseil de toute cité, ville ou autre municipalité visée par le paragraphe 1 doit, le cas échéant, amender en conséquence le budget de l'exercice 1968/69. »

1964,
c. 75,
s. 1, mod.

3. L'article 1 de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 75, modifié par l'article 5 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 88, et par l'article 5 de la loi 15-16 Elizabeth II, chapitre 90, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe e par le suivant:

« Taxe
uniforme ».

« e) « taxe uniforme »: un montant équivalent au produit d'une taxe au taux de \$1.60 par \$100 d'évaluation uniformisée des immeubles inscrits sur la liste catholique ou sur la liste protestante; ».

11-12 Elizabeth II, chapitre 74, and amended by section 19 of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 75, by section 4 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 88, by section 2 of the act 15-16 Elizabeth II, chapter 89, and by section 1 of the act 15-16 Elizabeth II, chapter 90, is again amended by replacing subsection 9 by the following:

“(9) The Greater Montreal Board and The Montreal Catholic School Commission shall fix by agreement on or before the 15th of March in each year the rate of the tax to be imposed upon the immoveable property entered or to be entered on the Neutral Panel, by resolution subject to the formalities prescribed by subsection 8.

Delay.

Such rate shall apply for the next school year throughout the territory of the Greater Montreal Board or The Montreal Catholic School Commission.

Applica-
tion
of rate.

The rate so fixed shall not exceed thirty mills in the dollar.

Limit.

For the purposes of the school year 1968/69 only, the Greater Montreal Board and The Montreal Catholic School Commission are authorized to revise the rate which they established before the 16th of March 1968 for the school year 1968/69 and to fix another rate before the 30th of April 1968, subject to the third paragraph.

Revision
of rates
for
1968/69.

Failing agreement between the Greater Montreal Board and The Montreal Catholic School Commission, the rate shall be fixed by the Minister of Education.

Failure
to agree.

The council of any city, town or other municipality contemplated in subsection 1 shall accordingly amend, if the case should arise, the budget for the fiscal year 1968/69.”

Budgets
amended.

3. Section 1 of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 75, amended by section 5 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 88, and by section 5 of the act 15-16 Elizabeth II, chapter 90, is again amended by replacing paragraph e by the following:

1964,
c. 75,
s. 1, am.

“(e) “uniform tax”: an amount equivalent to the proceeds of a tax at the rate of \$1.60 per \$100 of uniform valuation on the immoveables entered on the Catholic panel or the Protestant panel;”.

“Uniform
tax”.

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction à l'exception de l'article 3 qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1968.

4. This act shall come into force on the day of its sanction, except section 3 which shall come into force on the 1st of July 1968.

Coming
into force.